

Une journée et quelques questions...



La journée nationale d'action s'est déroulée à l'image du défilé de Paris. Les postiers menant la marche, suivent une forte proportion de travailleurs de la fonction publique et du privé engagés dans des luttes où l'enjeu est clairement établi : Râteau, la presse et l'édition, l'aérospatiale. Victoire ou défaite, bouteille demi-pleine ou demi-vide, détermination des travailleurs ou crainte du chômage, effet multiplicateur des interventions de Chirac ou résultat de l'appel à la sagesse, les appréciations sur l'impact et le succès de ce mouvement varient, et c'est normal, selon les commentateurs. Plus grave est le fait qu'elles varient chez les militants ouvriers.

QUEL ETAIT L'ENJEU ?

Tout mouvement doit s'apprécier par rapport à ses buts. Les dirigeants confédéraux veulent « l'ouverture des négociations sur les revendications », le gouvernement espère casser les mouvements sociaux. Les moyens mis en œuvre de part et d'autre sont différents, mais tout a fait inadaptés. Le gouvernement insiste sur la « politisation du mouvement » ; il n'a pas eu un mot de commentaire sur la puissance des manifestations. Les dirigeants syndicaux pensent tracer un cadre dans lequel s'inséreraient les préoccupations des travailleurs ; l'écho n'a pas été à la hauteur du

mécontentement, sauf là où des enjeux précis sur l'emploi étaient formulés avant même la journée d'action. Le type de consignes et de mots d'ordre, bref d'encadrement syndical, a été également déterminant. A qui fera-t-on croire que 4,1 % seulement des travailleurs de Renault suivent les consignes de leurs syndicats, alors que Berliet est en grève à plus de 60 %. Lorsqu'on sait, par exemple, que dans l'Est de la France, sur deux usines métallurgiques du même groupe, distantes de 15 kms, ayant la même proportion de syndiqués, l'une était en grève à 100 % et l'autre à 2 %, on ne peut que s'interroger sur la manière dont les responsables fédéraux et locaux ont répercuté et interprété les mots d'ordre nationaux.

OÙ VA-T-ON ?

Une telle situation a permis des remarques cocasses lors du défilé parisien. Ainsi il semblait que dans la métallurgie de la région parisienne il y avait autant de CFDT que de CGT alors que la proportion est de 80 % en faveur de la CGT. De même dans le bâtiment. Quant au SGEN-CFDT il semblait en passe d'absorber la FEN (proportion réelle de syndiqués : 1 à 7).

Mais il serait injuste d'incriminer les cadres syndicaux, fédéraux ou locaux. La vérité est que dans la partie ouverte par la grève des postiers, et relancée par les positions provocatrices de Poniowski et Chirac, toutes les cartes sont loin d'être distribuées.

Tout se passe comme si, du côté ouvrier, on se demandait si c'est pour rire ou si c'est sérieux. Le style même des mots d'ordre scandés par le cortège témoigne de l'indétermination des manifestants quant au but de leur action. L'imagination qui a présidé à leur création montre également le désir de donner un contenu à la lutte.



LES MOTS D'ORDRE UNIFIANTS

Très scandées, toujours applaudies, les attaques contre « Valéry Giscard d'Estaing, Chirac, Poniatowski, fachos ». Unanimes, les mots d'ordre de solidarité postiers-enseignants-communiaux-éboueurs-lycéens-travailleurs, etc. L'armature du cortège était là. Mais plus surprenant l'accueil fait au « 1 700 mini, 200 F pour tous » qui, chez nombre de catégories de travailleurs qui le scandaient, est en contradiction avec le programme syndical officiel. Et que dire de ces militants communaux CGT reprenant en chœur « la hiérarchie c'est comme les étagères, plus c'est haut et moins ça sert » !

Euphorie contagieuse ou désir de trouver à toute force une expression. C'est dans la composition des cortèges qu'il faut trouver la réponse. Que l'Assistance publique soit grosse d'un conflit qui fera date, il n'était que de voir et d'entendre la détermination des hospitaliers pour s'en convaincre. Mais vers quoi peut déboucher un tel conflit ? C'est toute la question à laquelle la manifestation de mardi n'a pas répondu.

MOUVEMENT OUVRIER CHERCHE PERSPECTIVES

La confiance intacte que les travailleurs les plus actifs et les plus conscients mettent dans leurs directions confédérales semble placer celles-ci dans un embarras fort compréhensible. Si l'on est prêt à se battre plus pour répondre au défi Chirac (manifs) que pour l'ouverture de négociations (grèves), l'ensemble de l'analyse qui fait procéder le « politique » du « social » est en porte-à-faux. Et ce d'autant plus que la réponse au défi gouvernemental n'était pas assurée. On a très peu crié « une seule solution le programme commun ». Sauf en réponse au slogan « une seule solution la révolution ». Serait-ce à dire que ni l'une ni l'autre de ces incantations ne paraît adaptée à la période actuelle ? En toute hypothèse la férocité joyeuse des suggestions adressées plus ou moins poliment

au gouvernement peut se traduire par « cinq mois ça suffit », « ras-le-bol », « dehors ».

Le malheur est qu'il n'y a pas d'alternatives clairement posées. La gauche est-elle candidate au pouvoir ? On l'ignore. Si oui au terme de quel processus ? Mystère. Y-a-t-il une plate-forme syndicale unifiée ? Motus. Faut-il multiplier les contacts intersyndicaux à la base ? On n'en sait rien. Va-t-on organiser les 800 000 chômeurs ? Le grand silence. Que faire, en un mot, face au défi du pouvoir ? C'est de la politique ! Si ce n'est pas aux syndicats de poser ces problèmes — ce que nous contestons — au moins, que dit la gauche ? La gauche s'engueule, la gauche se divise, la gauche se boude. Est-ce sérieux ?

Nous pensons qu'il vaudrait mieux ouvrir au sommet comme à la base le débat dans l'ensemble du mouvement ouvrier sur ces questions. (1).

Jacques Thibault ■

1) Voir à cet égard l'article de Victor Fay dans Tribune Socialiste n° 633 qui apportait de nombreux éléments de réponse.